

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-post-liberalisme-en-Amerique-Latine>

Le post libéralisme en Amérique Latine

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 10 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Quel est le bilan du néolibéralisme en Amérique latine ? A-t-il triomphé après avoir imposé son action aux gouvernements de tendances diverses ? Ou a-t-il échoué face à un rejet généralisé de la population ? La réponse dépend de l'aspect sur lequel on insiste dans la définition du néolibéralisme, puisque ce modèle inclut non seulement une pratique économique, un projet d'accumulation de richesses, mais aussi une offensive sociale destinée à faire plier les travailleurs et à ériger des régimes autoritaires.

ALCA, dette et échecs

Sur le terrain économique, la doctrine néolibérale continue de dominer. Malgré la prédilection des classes dominantes pour les privatisations, l'ouverture et la dérégulation ont diminué, le néolibéralisme oriente la stratégie de l'ALCA et de l'endettement externe.

Les négociations pour définir une zone de libre commerce visent à renforcer les ventes nord-américaines dans la région, en échange de quotas plus élevés pour l'accès au marché américain des exportateurs latino-américains (la plupart des compagnies exportatrices sont étrangères). Mais devant la résistance du patronat brésilien (et dans une moindre mesure argentin) à dé-protéger son industrie et à externaliser les services, la version initiale de l'ALCA a été modifiée.

Actuellement une version « light » de l'accord est discutée, elle exempterait les participants d'engagements stricts et de délais péremptoires. Mais le complément de cette nouvelle alternative, ce sont les accords multilatéraux et les conventions bilatérales (Mexique, Chili, Amérique centrale) qui amélioreraient les profits des entreprises aux dépens de la majorité populaire.

Sur le plan financier, aussi, le modèle néolibéral persiste, particulièrement à travers l'audit qu'exerce le FMI. Cette ingérence est plus grave que les remboursements d'intérêts, parce qu'elle implique une subordination systématique de la dépense publique et des prestations sociales aux priorités de paiements des créanciers.

Cette soumission au Fonds a été ratifiée par ceux qui suivent de façon explicite le modèle des années 90 (Lagos, Fox, Tolèdo) et par les anciens critiques de l'orthodoxie. Lula est l'exemple le plus accablant de cette conversion. Pour « gagner la confiance » des banquiers, il maintient des taux d'intérêt élevés, une politique restrictive d'émission, et des coupes dans la dépense publique qui assurent aux financiers de grands bénéfices. Kirchner aussi masque par des discours de confrontation, l'engagement de dédier 3 % de l'excédent budgétaire aux créanciers.

Mais la poursuite de ces politiques coexiste avec l'échec économique du néolibéralisme. Les classes dominantes latino-américaines n'ont pas réussi à travers ce modèle à développer leurs affaires, à renforcer leur base d'accumulation ou à augmenter leur présence sur le marché mondial. Cette perte de positions sur la scène internationale se vérifie dans la stagnation du PBI par tête, dans la chute des investissements étrangers (spécialement si l'on compare avec la Chine et le Sud-est Asiatique) et dans un endettement débordant. C'est pourquoi, les phases de prospérité cyclique sont de plus en plus dépendantes du taux d'intérêt dans les pays riches ou de la montée des prix des matières premières exportées.

Cet échec a été paradoxalement renforcé par une réussite réactionnaire du néolibéralisme : la régression sociale généralisée. Mais cette régression - qui a lieu par l'augmentation du chômage, l'écroulement du salaire minimal et l'explosion du travail au noir- a accentué le rétrécissement des marchés internes et la contraction qui en découle de l'accumulation de richesse. De plus, l'ouverture et les privatisations ont détérioré la compétitivité régionale, et le

développement de l'endettement externe - qui a favorisé certains groupes - a sévèrement réduit l'autonomie fiscale et monétaire nécessaires pour contrecarrer les cycles récessifs.

Soulèvements, sujets et consciences

La tentative néolibérale de faire plier la résistance populaire a subi de graves revers, comme le prouve le renversement par la rue de plusieurs présidents réactionnaires. Ces soulèvements - qui ont ébranlé l'Équateur (1997), le Pérou (2000), l'Argentine (2001) et la Bolivie (2003) - constituent des événements beaucoup plus significatifs que les replis électoraux qu'a aussi subi la droite (le Venezuela, le Brésil).

En Bolivie, l'insurrection a repris la tradition des soulèvements miniers, en combinant des revendications sociales (une augmentation salariale), les paysans (la défense des cultures cococaleras) et les anti-impérialistes (industrialisation du gaz). De même, la révolte qui a secoué l'Argentine a constitué une irruption exceptionnelle de la population contre le régime politique (« Qu'ils s'en aillent tous »).

Au Brésil, les grèves et les occupations de terres n'ont pas eu cette portée (étant données les traditions divergentes de lutte et le caractère plus délimité de la crise économique). Mais elles ont rejoint les luttes des fonctionnaires dans toutes les protestations latino-américaines. Ce secteur est à la tête de la résistance au Pérou ou en Uruguay et prend la tête de la révolte à Saint-Domingue. La grève générale se maintient comme la forme d'action classique de la mobilisation populaire et dans certains cas - comme au Chili - entraîne une certaine résurgence des luttes ouvrières. Dans d'autres pays, la résistance s'est traduite par des révoltes paysannes généralisées (Équateur), localisées (Colombie) ou régionales d'un grand impact national (Chiapas). La lutte sociale acquiert, de plus, des connotations explosives quand elle est imbriquée avec le déroulement d'un conflit anti-impérialiste (Venezuela).

Cette diversité de mouvements (implication indigène dans des zones andines, un soutien urbain au sud) inclut un nouvel échange d'expériences de luttes. Les travailleurs au noir de la Bolivie ont assimilé l'expérience des mineurs et les piqueteros argentins reprennent l'expérience accumulée par leurs dirigeants dans le mouvement syndical.

A travers ces protestations, on constate une grande maturation de la conscience antilibérale. Contrairement à d'autres régions (comme l'Europe de l'Est), en Amérique latine on n'attend plus grand chose des privatisations. Plus significative, est la renaissance de convictions anti-impérialistes qui contrairement à une partie importante du monde arabe n'adoptent pas les traits fondamentalistes d'hostilité religieuse ou ethnique. C'est pourquoi, dans les mobilisations de l'Amérique latine on observe l'image du Che et non celle des leaders confessionnels. L'ennemi identifié ce sont les banques et les corporations yankees, mais non le peuple nord-américain.

Les limites du virement antilibéral

Les soulèvements populaires ont accentué la forte diminution de l'enthousiasme bourgeois pour le néolibéralisme. Ce déclin s'exprime dans la résurgence de gouvernements qui proposent la « reconstruction d'un capitalisme régional autonome ». Ce projet des régimes de centre-gauche est appuyé par ces mêmes classes dominantes qui, dans les années 90, abjuraient l'« étatisme ».

Cette évolution confirme que « les bourgeoisies nationales n'ont pas disparu » dans la région. Il est certain que l'association avec le capital étranger et le recul économique, ont diminué leur influence et ont modifié leur stratégie précédente d'« industrialisation substitutive ». Mais les classes capitalistes nationales subsistent et continuent à manier les ressorts du pouvoir. Ceux qui supposent que ce groupe s'est dissout à cause de la transnationalisation, l'absorption impériale ou le manque de projets autonomes, oublient les particularités de la bourgeoisie nationale. Ce secteur n'a jamais réussi à mettre sur un rail la prospérité économique, il ne réussit pas non plus à rivaliser avec les grandes entreprises. Mais il ne s'est pas dilué à l'intérieur d'un bloc commun avec l'impérialisme, ni n'a renoncé à ses

propres intérêts en face des concurrents étrangers.

Le programme de capitalisme autonome régional ne se profile pas actuellement comme un projet viable. L'échec du MERCOSUR est un exemple de ce caractère infaisable. Au bout d'une décennie, les membres de cette association n'ont pas réussi à forger une monnaie commune, ils ont pu surpasser leurs divergences douanières, parce que chaque classe dominante locale négocie unilatéralement avec le FMI les agendas d'ajustements, qui empêchent d'unifier les politiques économiques. La perspective de l'ALCA exerce de plus une pression dévaluant un marché exclusivement sud-américain.

Au contraire du passé, le nouveau programme de capitalisme régulé et autochtone ne s'appuie pas sur des dictatures, mais sur des régimes constitutionnels. Mais la perte de prestige de la « démocratie autoritaire » s'est généralisée. Au bout de deux décennies de frustrations populaires terribles, les structures semi répressives et le clientélisme électoral de ces régimes sont aussi usés que la légitimité politique de ces systèmes.

Pour cela les partis traditionnels se sont désintégrés (Ad et Copei en Venezuela), les vieilles institutions tombent en déchéance (PRI mexicain, un radicalisme argentin), les expériences caudillescos s'inclinent (Menen, Fujimori, Collor) et l'alchimie politique chancelle (Tolède).

Post libéralisme antipopulaire

Les nouveaux gouvernements latino-américains de centre-gauche se récrient contre le néolibéralisme, mais ils préservent son hérité réactionnaire et poussent les modèles validés par la contre-réforme des années 90. Lula est le cas le plus significatif parce qu'il reçoit les éloges des financiers qui applaudissent sa politique économique orthodoxe et sa réforme réactionnaire des retraites.

Le PT au sein du gouvernement remplit la fonction typique social-démocrate d'appliquer l'ajustement que la droite ne pourrait pas instrumenter, et pour offrir des « preuves de responsabilité » face à ses mandants capitalistes, il a expulsé les parlementaires de gauche. Lula essaie la « troisième voie » dans un pays sous-développé, courbé par la misère, en instrumentant des politiques totalement éloignées de n'importe quel projet de transformation. Les attributs que ses défenseurs lui assignent (une « politique extérieure indépendante », une « promotion du MERCOSUR ») ne diffèrent pas des orientations mises en application par les gouvernements précédents. Mais Lula n'est pas un cas isolé. En Équateur, Gutiérrez a abandonné l'alliance initiale avec le mouvement paysan et indigène pour appliquer toutes les exigences du FMI.

Discuter ce bilan des gouvernements de centre-gauche est vital, parce que l'Uruguay ne pourra pas non plus sortir de son collapsus social en nourrissant les accords du FMI que valide la direction du Frente Amplio. Et en Bolivie les revendications sociales ne pourront pas être satisfaites, si le MAS arrive au gouvernement avec son actuelle politique de compromis avec l'establishment.

Des scènes, des manœuvres et des alternatives

Si l'on compare à la période d'essor néolibéral, la marge d'action de l'impérialisme nord-américain sur la région a été remarquablement réduite. Pour contrôler les ressources naturelles de la région, les États-Unis ont besoin de renforcer leur présence militaire, mais le borbier de l'Irak a créé une limite sérieuse pour cette intervention. La stagnation de la guerre en Colombie renforce, encore, ces difficultés parce qu'Uribe a essayé sans succès une escalade d'agressions belliqueuses et il a échoué sur le référendum qu'il a fait pour légitimer ces actions.

Les États-Unis ont aussi perdu l'alignement inconditionnel de beaucoup de gouvernements, puisque seul quelques présidents de l'Amérique centrale les ont accompagnés dans leur aventure en Irak. Mais le plus grand échec de

Bush est sur Cuba, puisqu'il n'a pas pu créer une situation instable dans l'île, par les détournements d'embarcations ou le renforcement de l'embargo. Comme un boomerang, ces violations ont augmenté la sympathie régionale vers la révolution.

Au Venezuela, l'impérialisme continue de conspirer pour imposer un référendum qui expulserait Chávez. Mais ses provocations excitent la mobilisation populaire.

L'actuel processus nationaliste a beaucoup d'antécédents dans la région (Torrijos, Velazco Alvarado), mais la différence est le niveau croissant d'organisation depuis le bas. Il existe une polarisation politique - sociale comparable avec l'Argentine des années 50 (une hostilité bourgeoise au régime, fracture entre la classe moyenne et les travailleurs), mais avec un degré de radicalisation dans les forces armées semblable à la révolution portugaise des oeilletons.

Dans ce tableau défavorable Bush tente que Lula et Kirchner « modèrent » Chávez de la même façon qu'ils ont tempéré Evo Morales durant la dernière crise bolivienne. Il prétend que la diplomatie latino-américaine répète le rôle qu'elle a joué dans les années 80, quand elle a affaibli les sandinistes encerclés par l'agression de la « contra ».

L'échec économique, le déclin politique du néolibéralisme et les soulèvements populaires lancent des défis complexes pour la gauche. Mais l'engagement sur la lutte pour les revendications sociales est la condition de n'importe quelle construction politique réellement progressiste. Cette action implique de résister à la militarisation, de repousser l'ALCA et de batailler pour l'arrêt du paiement de la dette et la rupture avec le FMI. Ces mesures sont indispensables pour recomposer les revenus populaires et pour concevoir une intégration authentiquement régionale. Si on avance par ce chemin, le post libéralisme s'apparentera en Amérique latine avec la résurgence du socialisme.

Traduction libre et non officiel de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

Enfoques Alternativos, le 9 mai 2004

Post-scriptum :

Note : Ce travail est un résumé fait par l'auteur de son article "[Au-delà du néolibéralisme](#)" antérieurement écrit pour la revue Contretemps.